



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du **16 MARS 2022**

pris en application du titre Ier livre V du code de l'environnement,
codifiant les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter
les installations de fabrication de caoutchoucs synthétiques
de la société ARLANXEO Emulsion Rubber FRANCE à La Wantzenau

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le code de l'environnement, notamment le titre I^{er} du livre V ;
- VU la directive 2012/18/UE du 4 juillet 2012 dite directive « Seveso 3 », relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses ;
- VU la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution), dite « IED » ;
- VU l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 4735 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2925 « accumulateurs (ateliers de charge d') » ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 novembre 2007 relatif à la prévention des risques présentés par les dépôts et ateliers utilisant des substances ou mélanges relevant de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4410, 4411, 4420, 4421 ou 4422 ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 relatif aux réservoirs fixes manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, de capacité unitaire supérieure ou égale à 50 tonnes, présents au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement relevant du

régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées, à l'exception des stockages réfrigérés ou cryogéniques ;

- VU l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation : section III - Dispositions relatives à la protection contre la foudre ;
- VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;
- VU l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 ;
- VU les actes administratifs délivrés pour l'exploitation de l'usine de La Wantzenau par, successivement, les sociétés Polymer Corporation SAF, Polysar, Bayer Elastomeres, Lanxess Emulsion Rubber, Arlanxeo Emulsion Rubber et particulièrement les arrêtés préfectoraux des 21 juillet 1961 (autorisation initiale), 15 février 1999, 25 septembre 2001, 25 septembre 2002 (autorisation d'extension des dépôts de produits finis, codification des prescriptions), 11 janvier 2008, 4 septembre 2009, 16 septembre 2013, 18 juillet 2014, 30 septembre 2015, 25 juillet 2017 et 12 mars 2018 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2014 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) relatif aux risques engendrés par la société Lanxess sur la commune de La Wantzenau ;
- VU la mise à jour de l'étude de dangers produite en 2015 (6 janvier 2015 KAN13.026) ;
- VU la notification du 20 juillet 2017 par laquelle la société ARLANXEO Emulsion Rubber porte à la connaissance du préfet les modifications de ses installations de combustion ;
- VU la notification du 15 novembre 2018 par laquelle la société ARLANXEO Emulsion Rubber porte à la connaissance du préfet les modifications concernant la

récupération des monomères et consistant à ramener sur une seule chaîne - au lieu de deux - les opérations de finition qui suivent l'étape de polymérisation ainsi qu'à moderniser cette chaîne résiduelle ;

- VU le courrier électronique du 25 juin 2021 dans lequel l'exploitant précise (à la baisse) la puissance de ses installations de combustion ;
- VU la notice du 10 septembre 2020 de réexamen quinquennal de l'étude de dangers réexaminant sa mise à jour susvisée datée du 6 janvier 2015 ;
- VU le SDAGE Rhin-Meuse et le SAGE Ill-Nappe-Rhin ;
- VU le rapport du 15 février 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions d'exploitation des installations implantées sur le site ARLANXEO EMULSION RUBBER de La Wantzenau sont disséminées dans plusieurs arrêtés préfectoraux et qu'il convient de rendre plus disponibles et de clarifier les obligations de l'exploitant en les regroupant au sein d'un acte unique codificatif ;

CONSIDÉRANT que la notice de réexamen susvisée du 10 septembre 2020 conclut à juste titre qu'il n'y a pas lieu de mettre à jour l'étude de dangers dans sa version susvisée du 6 janvier 2015 : les mesures de maîtrise des risques définies en 2015 restent adaptées, les conclusions de la version du 6 janvier 2015 restent actuelles en ce que, notamment, les changements apportés depuis ont réduit les zones d'effets des accidents majeurs potentiels (réduction drastique des effets par la reconstruction sous enveloppe du réservoir CONFIDENTIEL frais), l'établissement reste compatible avec son environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il est pertinent, au regard de la dangerosité du produit, de maintenir pour le stockage CONFIDENTIEL frais CONFIDENTIEL reconstruit les mesures de maîtrise des risques prévues par l'étude des dangers pour sa précédente configuration ;

CONSIDÉRANT que l'établissement compte plus de 1000 t de liquides relevant des mentions de dangers H224, H225 et H226 (sans même qu'il soit nécessaire de compter les déchets liquides inflammables « HP3 ») et qu'à ce titre les dispositions de l'arrêté ministériel susvisé du 3 octobre 2010 s'appliquent comme en dispose l'article 1^{er} de cet arrêté ;

CONSIDÉRANT qu'en contrepartie d'un flux annuel d'oxydes d'azote ramenée de 40 à 35 t, il est admis que la valeur de concentration en oxydes d'azote puisse être portée de 190 mg/m³ à 270 mg/m³ à la cheminée de la chaudière « Back-up 1 » ;

CONSIDÉRANT que dans l'attente de la fusion des chaînes de finition et de la modification de la récupération des monomères décrite par la notification susvisée du 15 novembre 2018, les prescriptions en la matière restent inchangées ;

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;

ARRÊTE

TITRE I - PORTÉE ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Chapitre 1.1 – Portée

Article 1.1.1 – Autorisation, prescriptions

Le présent arrêté définit les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter l'usine de fabrication de caoutchoucs synthétiques en émulsion localisée sur le territoire de la commune de La Wantzenau par la société ARLANXEO Emulsion Rubber France (SAS) dont le siège social est situé ZI Rue du Ried BP 7 67610 La Wantzenau.

Cette usine est un établissement « SEVESO seuil haut ».

Les prescriptions du présent arrêté se substituent à celles de tous les actes antérieurs concernant cette usine depuis son autorisation initiale

Article 1.1.2 - Liste des installations classées

Rubrique	Régime	Activité	Nature de l'installation	Quantité autorisée
4xxx	A	CONFIDENTIEL	CONFIDENTIEL	CONFIDENTIEL
4xxx	A	CONFIDENTIEL	CONFIDENTIEL	CONFIDENTIEL
2630-b	D	Fabrication industrielle par transformation chimique de ou à base de détergents et savons	Création de l'émulsion pour polymérisation	24 t/j
3110	A	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	-chaudière de récupération (gaz naturel, CONFIDENTIEL recyclé) : 13,9 MW -chaudière back up 1 (gaz naturel, CONFIDENTIEL) : 11,2 MW -turbine à gaz (gaz naturel) : 30,8 MW -chaudière back up 2 : gaz naturel et fioul domestique en secours : 18,2 MW -torchère	74,1 MW
3410-i	A	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de caoutchoucs synthétiques	Fabrication de caoutchoucs synthétiques	capacité maximale journalière 520t/j capacité maximale annuelle 125 000 t/an
4xxx	A	CONFIDENTIEL	CONFIDENTIEL	CONFIDENTIEL
2661-1b	E	Transformation de polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de	Atelier nitrile pulvérisé	15 t/j

		température et de pression		
2662-2	E	Stockage de polymères	Magasin A (batch) : 3 000 m ³ Magasin B (continu): 2 600 m ³ Magasin C (continu) : 2 000 m ³ Magasins D et E : 10 000 m ³ Magasin F : 6 400 m ³	24 000 m ³
2921-a	E	Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air	Circuit « foam » : 16 282 kW Circuit « batch » : 18 027 kW Circuit « continu » : 16 630 kW	50 940 kW
4331-2	E	Liquide inflammable de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330	1 réservoir de butylacrylate : 39,6 t (44 m ³) alkylbisphénol : 8t DEHA : 30t CONFIDENTIEL/eau : 666 t	Total 743,6 t
1630-2	D	Fabrication industrielle, emploi ou stockage de lessives de soude ou potasse caustique	Utilisation de lessive de potasse 45 % Biodispersant — 4t	114 t
2564-2	D	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces	Trois fontaines de dégraissage reliées chacune à un fût de 200 l	600 l
2661-2b	D	Transformation de polymères par tous procédés exclusivement mécaniques	Broyage de caoutchouc nitrile	23 t/j
2925	D	Ateliers de charge d'accumulateurs		200 kW
4xxx	D	CONFIDENTIEL	CONFIDENTIEL	CONFIDENTIEL
4xxx	D	CONFIDENTIEL	CONFIDENTIEL	CONFIDENTIEL
4xxx	DC	CONFIDENTIEL	CONFIDENTIEL	CONFIDENTIEL
1185-2a	DC	Emploi de gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou le règlement (CE) n° 1005/2009	Compresseurs de HFC 134a : 1150 + 1650 soit 2800 kW	60 t

A (Autorisation) ; E (Enregistrement) ; D (Déclaration) ; DC (soumis au contrôle périodique)

Article 1.1.3 – Situation de l'établissement

Le site est localisé sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Section/Parcelles
La Wantzenau	Section 45, parcelles 8 à 12 et 16 Section 33, parcelles 256, 257, 324, 354

Il représente 88 ha dont 22 ha clôturés reçoivent les installations de production.
La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est estimée à 14 ha.

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à la disposition de l'inspection et tenu à jour.

Chapitre 1.2 – Conditions d'autorisation

Article 1.2.1 – Conformité au dossier

Les installations et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, notamment la notice de réexamen de l'étude de dangers datée du 10 septembre 2020, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Article 1.2.2 - Prescriptions applicables aux installations

Les dispositions des arrêtés ministériels relatifs aux prescriptions applicables aux installations classées soumises à autorisation, enregistrement ou déclaration sont applicables, dans le respect des règles d'antériorité, aux installations classées soumises à autorisation incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

- arrêté ministériel du 16 juillet 1997 relatif aux installations de réfrigération employant CONFIDENTIEL comme fluide frigorigène soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 4735 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2925 « accumulateurs (ateliers de charge d') » ;
- arrêté ministériel du 6 novembre 2007 relatif à la prévention des risques présentés par les dépôts et ateliers utilisant des substances ou mélanges relevant de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4410, 4411, 4420, 4421 ou 4422 ;
- arrêté ministériel du 2 janvier 2008 relatif aux réservoirs fixes manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, de capacité unitaire supérieure ou égale à 50 tonnes, présents au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées, à l'exception des stockages réfrigérés ou cryogéniques ;
- arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à

autorisation au titre de la rubrique 1432 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- arrêté ministériel du 4 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110.

Article 1.2.3 - Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables. Les droits des tiers sont réservés.

Chapitre 1.3 - Garanties financières

Article 1.3.1 - Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au Chapitre 1.2.

Article 1.3.2 - MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Article 1.3.2.1 Cas des installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-8 du code de l'environnement (installations Seveso) :

Les installations concernées sont :

- l'emploi et le stockage de liquides toxiques
- le stockage et l'emploi de gaz inflammable liquéfié.

Le montant des garanties financières s'élève à 4 964 000 euros (quatre millions neuf cent soixante quatre mille euros) selon l'indice TP01 d'octobre 2009 égal à 629,1.

Article 1.3.2.2 : cas des activités visées par l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé (installations soumises à garanties financières « mise en sécurité ») :

Les installations concernées sont les activités visées par les rubriques 2660, 2630, 2910A et 2910 B de la nomenclature des installations classées.

Le montant des garanties financières s'élève à 588 474 euros.

L'indice TP01 utilisé pour le calcul est celui en vigueur en septembre 2013 soit 703,9. Le taux de la TVAR est le taux applicable de TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral soit 20 %.

Ces montants sont destinés à assurer, en cas de défaillance de l'exploitant :

- la surveillance et le maintien en sécurité de l'installation en cas d'évènement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement,
- les interventions en cas d'accident ou de pollution.

Article 1.3.3 - Établissement des garanties financières

L'exploitant adresse au préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 modifié ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

Article 1.3.4 - Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévue à l'article 1.3.3. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévus par l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996.

Article 1.3.5 - Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01,
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Article 1.3.6 - Révision du montant des garanties financières

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toute modification des conditions d'exploitation telles que définies au chapitre 1.4 du présent arrêté.

Article 1.3.7 - Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 514-1 de ce code. Conformément à l'article L. 514-3 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 1.3.8 - Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières,
- ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

Article 1.3.9 - Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés. Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-6 du code de l'environnement par l'inspecteur des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement. L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral. En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Chapitre 1.4 - Cessation d'activité

Article 1.4.1 – Définition de l'usage futur

Pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : maintien d'un usage industriel.

Article 1.4.2 – Mise en sécurité

Lors de la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant assure, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Pour cela :

- il procède à l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et celle des déchets présents sur le site ;
- il met en place des interdictions ou limitations d'accès au site dont il maintient l'efficacité au cours du temps ;
- il supprime les risques d'incendie et d'explosion ;
- il poursuit la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'exploitant notifie au préfet les mesures prises et prévues en ce sens 3 mois avant l'arrêt définitif, avec la notification de ce dernier.

TITRE II – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

Chapitre 2.1 – Documents de suivi

Article 2.1.1 – Dossier administratif

L'exploitant tient à jour les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et ceux qui l'ont suivi,
- les dossiers établis pour la notification des modifications au préfet (art. R. 181-46 du code de l'environnement),
- les éventuelles notifications d'existence produites (art. L. 513-1 et R. 513-1 du code de l'environnement),
- les plans des installations tenus à jour et datés incluant un schéma des réseaux et le plan des égouts,
- les éventuels agréments délivrés au titre du code de l'environnement et les cahiers des charges associés, le cas échéant.
- les résultats du programme de surveillance
- d'une façon générale, les documents (rapports de contrôles, consignes, plans, etc.) prévus par le présent arrêté et qui justifient le respect des conditions d'autorisation

Article 2.1.2 – Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

Article 2.1.3 – Surveillance de l'exploitation, consignes

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans les installations dont ils ont la charge ainsi que des prescriptions d'exploitation pertinentes au regard de leur périmètre d'intervention.

L'exploitant établit les consignes écrites nécessaires à la maîtrise des opérations sensibles pour la sécurité des installations, notamment en situation d'incident. Les consignes d'exploitation sont cohérentes avec les prescriptions d'exploitation. Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de gestion des rétentions et confinements ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Article 2.1.4 – Permis d'interventions - Permis feu

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 2.1.2 et notamment celles recensées dans les locaux à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention », éventuellement le « permis de feu », et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention », éventuellement le « permis de feu », et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Article 2.1.5 – État des stocks de produits et déchets dangereux

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires. »

Article 2.1.6. - Formation du personnel

Les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance opérationnel et assurer son maintien. Un registre consigne les formations dispensées et suivies pour chaque agent. Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Chapitre 2.2 – Accès aux installations

Article 2.2.1 – Contrôle des accès

Les installations sont fermées par un dispositif interdisant l'accès à toute personne non autorisée.

Article 2.2.2 – Accessibilité et circulation dans l'établissement

Le libre accès des services de secours aux installations est garanti en permanence.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Chapitre 2.3 – Gestion des utilités et tenue du site

Article 2.3.1 – Propreté des installations et des voiries de desserte

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 2.3.2 – Réserve de consommables

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, produits et médias de traitement des émissions atmosphériques...

Chapitre 2.4 – Fonctionnement des installations

Article 2.4.1 – Rejets

Tout rejet non prévu au présent arrêté ou non-conforme à ses dispositions est interdit.

Le recours à la dilution des rejets dans le but de respecter les valeurs-limites de rejet est interdit.

Les effluents sont collectés et traités par des équipements adaptés à leurs caractéristiques physico-chimiques et aux dangers qu'ils peuvent présenter. Ces équipements, notamment les dispositifs décanteurs et séparateurs d'hydrocarbures, sont maintenus en bon état de fonctionnement suivant des procédures formalisées comportant des enregistrements des actions effectuées et des incidents de fonctionnement.

En cas de dysfonctionnement ou d'indisponibilité des équipements de traitement l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir le maintien du respect des valeurs-limites de rejet, au besoin en ajustant sa production.

Les conduits d'évacuation des effluents nécessitant une surveillance sont aménagés de manière à permettre à tout moment des prélèvements représentatifs des émissions de polluants dans des conditions normalisées, lorsqu'elles sont définies, et en sécurité pour les personnels intervenants.

Les emplacements des divers conduits et points de rejets sont repérés sur le plan tenu à jour de l'établissement.

Article 2.4.2 – Transports - chargements – déchargements

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

TITRE III – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Chapitre 3.1 – Conditions de rejet

Article 3.1.1 – Généralités

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de meilleures techniques disponibles, le

développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Article 3.1.2 – Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne doivent être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

Article 3.1.3 – Conduits et installations raccordées

Les emplacements des divers conduits sont repérés sur un plan tenu à jour de l'établissement.

Article 3.1.4 – Dispositions spécifiques à certaines zones

Les chaudières et turbines pourront utiliser les combustibles suivants en conformité avec l'arrêté du 12 juillet 1990 portant création d'une zone de protection spéciale contre les pollutions atmosphériques dans l'agglomération strasbourgeoise :

- cheminée froide et back up 1 : gaz naturel, CONFIDENTIEL recyclé (ie gaz liquéfié inflammable non utilisable en production à l'issue du cycle de récupération du CONFIDENTIEL non polymérisé. Ce gaz présente une teneur en CONFIDENTIEL qui n'est pas inférieure à 75 %),
- back up 2 : gaz naturel et fioul domestique en secours,
- cheminée chaude : gaz naturel.

Chapitre 3.2 – Caractéristiques des rejets

Article 3.2.1 – Dispositions générales

L'amélioration de la captation et de la canalisation des émissions est systématiquement recherchée, en vue de leur traitement et de leur dispersion atmosphérique optimaux.

Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manches...).

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées. Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Article 3.2.2 - Conduits et installations raccordées, conditions générales de rejet (à la fin du projet « FUTURE »)

N° de Conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques, remarques	Hauteur / Diamètre en m	Débit moyen en Nm³/h	Vitesse minimum d'éjection au débit nominal en m/s
Cheminée chaude	Turbine à gaz	30.8 MW	Gaz naturel		H = 20.0 D = 2.2	100 000	8
Cheminée froide	Chaudière de récupération	13,9 MW	Gaz naturel, CONFIDENTIEL recyclé		H = 20.0 D = 2.20	101 000 avec la TAG 37 820 sans	8
Back up 1	Chaudière back up 1	11.2 MW	Gaz naturel, CONFIDENTIEL recyclé		H = 20.0 D = 1.0	13 000	8
Back up 2	Chaudière back up 2	18.2 MW	Gaz naturel, fuel domestique en secours		H = 20.0 D = 1.0	22 000	8
II	Sécheur II du continu	1650 KW	Gaz naturel	-	H = 27.5 D = 0.90	17 000	8
IV	Sécheur IV du continu	1200 KW	Gaz naturel	-	H = 27.5 D = 0.90	20 000	8
VI	Sécheur VI du continu	3566 KW	Gaz naturel	-	H = 27.5 D = 0.75	32 000	8
4	Chaîne 3 du batch (pulvérisation)	450 KW	Gaz naturel	-	H = 31.3 D = 0.80	15 000	8
II C	Cyclone Chaîne II	-	-	Transport du caoutchouc à l'entrée du sécheur. Le convoyeur aspire de l'air frais et les vapeurs des bacs de coagulation de la chaîne II	H = 26.0 D = 0.50	7 000	8
IV C	Cyclone Chaîne IV	-	-	Transport du caoutchouc à l'entrée du sécheur. Le convoyeur aspire	H = 26.0 D = 0.50	7 000	8

N° de Conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques, remarques	Hauteur / Diamètre en m	Débit moyen en Nm³/h	Vitesse minimum d'éjection au débit nominal en m/s
				de l'air frais et les vapeurs des bacs de coagulation de la chaîne IV			
VGU C	Purge des incondensables de la récupération des monomères de l'unité continue	-	-	Fonctionnement discontinu	H = 26.1 D = 0.07	Rejet discontinu, débit non mesurable	Non mesurable
VGU B	Purge des incondensables de la récupération des monomères de l'unité Batch	-	-	Fonctionnement discontinu	H = 17.5 D = 0.05	Rejet discontinu, débit non mesurable	Non mesurable

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Article 3.2.3 - Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration mesurée suivant les normes en vigueur. Les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;

N° de Conduit	Installations raccordées	Paramètres	Concentrations instantanées (sauf mention contraire) en mg/Nm³
Cheminée froide	Chaudière de récupération	SOx (en SO ₂) NOx (en NO ₂) Poussières totales CO	35 270 10 100
Back up 1	Gaz naturel et CONFIDENTIEL recyclé	COVNM (C. total) HAP CONFIDENTIEL	20 0,01 2
Back up 2	Chaudière back up 2 Fuel domestique en secours	SOx (en SO ₂) NOx (en NO ₂) Poussières totales CO COVNM (C. total) HAP	170 150 30 100 50 0,01
Cheminée chaude	Turbine à gaz	SOx (en SO ₂) NOx (en NO ₂) Poussières totales CO HAP	10 50 10 85 0,1

N° de Conduit	Installations raccordées	Paramètres	Concentrations instantanées (sauf mention contraire) en mg/Nm ³
Cheminée froide / Back up 1 / Back up 2	Chaudière de récupération (Gaz naturel) / Chaudière back up 1 (Gaz naturel) / Chaudière back up 2 (Gaz naturel)	SOx (en SO ₂) NOx (en NO ₂) Poussières totales CO COVNM (C. total) HAP	35 100 5 100 10 0,01
II		CONFIDENTIEL	2
IV		CONFIDENTIEL	2
VI	Sécheur VI du continu	CONFIDENTIEL	2
4	Sécheur 3 du batch (pulvérisation)	CONFIDENTIEL	2
II C	Cyclone chaîne II	CONFIDENTIEL	10 en valeur instantanée 2 en moyenne annuelle
IV C	Cyclone chaîne IV	CONFIDENTIEL	10 en valeur instantanée 2 en moyenne annuelle
VGU C	Purge des incondensables de la récupération des monomères de l'atelier en continu	COV présentant les mentions de dangers H340, H350, H350i, H360DD ou H260F dont CONFIDENTIEL	Émissions fugitives à intégrer dans le SME
VGU B	Purge des incondensables de la récupération des monomères de l'atelier batch	COV présentant les mentions de dangers H340, H350, H350i, H360DD ou H260F dont CONFIDENTIEL	Émissions fugitives à intégrer dans le SME

Article 3.2.4 - Valeurs limites des flux de polluants rejetés

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes.

Oxydes d'azote :

Les émissions annuelles d'oxydes d'azote de l'ensemble des installations du site (incluant les sécheurs), exprimées en dioxyde d'azote, n'excèdent pas 35 t/an. Cette valeur est notamment vérifiée au travers des résultats d'autosurveillance des rejets.

Composés Organiques Volatils

Les émissions de COVNM sont conformes au schéma de maîtrise des émissions de l'exploitant.

Le flux annuel de COVNM exprimés en carbone total incluant les émissions diffuses ne dépasse pas 50 t/an.

Le flux annuel de CONFIDENTIEL incluant les émissions diffuses est de 2 t/an (en masse de composé).

Le flux annuel de CONFIDENTIEL incluant les émissions diffuses est de 6 t/an (en masse de composé).

Les émissions fugitives de COV sont identifiées et supprimées suivant un programme continu supposant qu'a minima un quart des sources soient mesurées et traitées au moins tous les trois ans. Il est rendu compte à l'inspection des installations classées des travaux en ce sens et de leurs résultats.

Un bilan des rejets sera effectué 3 ans après la mise en service de l'ensemble des équipements du projet « FUTURE » afin de réviser les flux annuels.

Article 3.2.5 - Mesures d'urgence

Article 3.2.5.1 - mise en œuvre des mesures d'urgence

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d'urgence suivantes en cas de déclenchement de la procédure d'alerte à la pollution atmosphérique prévue par l'arrêté inter-préfectoral précité pour les polluants suivants :

- PM 10 (paramètre dont les émissions sont à réduire : poussières totales),
- Ozone (paramètre dont les émissions sont à réduire : COVNM).

En cas de déclenchement du seuil d'alerte PM 10, l'exploitant met en œuvre les actions suivantes, dites mesures d'urgence, de réduction temporaire de ses émissions dans l'air ambiant, ces mesures sont maintenues jusqu'à la fin l'épisode de pollution :

- reporter les feux volontaires pour les exercices incendie,
- reporter les essais de combustion pour le réglage des brûleurs des chaudières,
- reporter les essais de combustion des brûleurs des sècheurs des finitions,
- reporter les essais de combustion au fioul des chaudières,
- reporter les travaux nécessitant l'utilisation de groupe électrogènes,
- limiter des transports par camion (dans la limite de quelques jours),
- sensibiliser du personnel au covoiturage et à l'utilisation des transports en commun.

En cas de déclenchement du seuil d'alerte Ozone, l'exploitant met en œuvre les actions suivantes, dites mesures d'urgence, de réduction temporaire de ses émissions dans l'air ambiant, ces mesures sont maintenues jusqu'à la fin l'épisode de pollution :

- reporter les procédures de maintenance nécessitant l'ouverture du réseau torche, et donc émettrices de COV (pour le remplacement des soupapes de sécurité), sauf en cas de situation d'urgence,
- reporter les essais de nouvelles recettes de caoutchouc (avec arrêts et démarrages),
- utiliser un autre combustible que le CONFIDENTIEL (dès lors et aussi longtemps que le stockage en est possible),
- limiter des transports par camion (dans la limite de quelques jours),
- sensibiliser du personnel au covoiturage et à l'utilisation des transports en commun.
-

Ces mesures sont mises en œuvre dans le respect prioritaire des règles de sécurité.

Article 3.2.5.2 - Période d'application des mesures d'urgence

L'exploitant est informé des déclenchements de seuil d'information/recommandation, d'alerte et de la fin des procédures par l'AASQA Atmo Grand-Est à qui la DREAL Grand-Est a délégué la responsabilité de la transmission de l'information. L'exploitant transmet à la DREAL Grand-Est les coordonnées des contacts (nom, fonction, mail, n° portable) qui recevront l'information.

Dès réception de l'information du déclenchement de la procédure d'information-recommandation, l'exploitant anticipe la mise en œuvre éventuelle des mesures prévues à l'article précédent, et a minima s'assure du bon fonctionnement des dispositifs de dépoussiérage et de traitement des COV.

Dès réception de l'information du déclenchement de la procédure d'alerte, l'exploitant met en œuvre les mesures du présent arrêté. Elles sont effectives de manière immédiate et jusqu'à l'information officielle de fin d'alerte diffusée par le réseau de surveillance de la qualité de l'air.

Article 3.2.5.3 - Bilan des mesures mises en œuvre

L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la mise en place de ces mesures dans les 12 heures ouvrées suivant le déclenchement du seuil d'alerte puis dans les deux jours ouvrés suivant la fin officielle du seuil d'alerte transmet un bilan qualitatif des actions comprenant une estimation des émissions évitées si elles sont quantifiables.

Article 3.2.5.4 - Persistance

En cas de persistance de l'alerte, le préfet peut imposer à partir du niveau 3, après consultation d'un comité ad hoc, dans le respect prioritaire des règles de sécurité, la mise en œuvre de mesures complémentaires.

TITRE IV – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Chapitre 4.1 – Prélèvements et consommation d'eau

Article 4.1.1 – Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Prélèvement maximal annuel (m³)	Débit maximal (m³)	
				Horaire (m³/h)	Journalier (m³/j)
Eau souterraine, puits adjacent au bâtiment de bureaux (alimentant deux pompes à chaleur)	Nappe phréatique rhénane		400 000	55	1320
Eau souterraine, puits "eau potable"			Au total 3 600 000	20	Au total 10 000
Eau souterraine, puits "procédé"				500	

Le volume annuel consommé d'eau en provenance du réseau public est de l'ordre de 8 000 m³. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux.

Les installations de prélèvement d'eau en nappe sont munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique. Les volumes prélevés mensuellement et annuellement ainsi que le relevé de l'index à la fin de chaque année civile sont indiqués sur un registre tenu à disposition des services de contrôle.

Article 4.1.2 - Protection de la nappe phréatique et du réseau d'eau potable

Article 4.1.2.1. Puits

L'exploitant réalise et entretient ses puits de prélèvement et de surveillance suivant les règles de l'art pour prévenir, y compris lors de leur comblement, toute pollution des eaux souterraines par leur intermédiaire.

Article 4.1.2.2. Réseau d'alimentation en eau potable

Toute communication entre le réseau d'adduction d'eau publique ou privée et une ressource d'eau non potable est interdite.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Chapitre 4.2 - Collecte des effluents liquides

Article 4.2.1 – Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme à ses dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

Article 4.2.2 – Plan des réseaux entretien et surveillance

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Article 4.2.3 - Protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Chapitre 4.3 – Conditions de rejet

Article 4.3.1 – Identification des effluents

L'exploitant distingue les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (notamment celles collectées dans le bassin de confinement), les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ;
- les eaux polluées : les eaux de procédé, les eaux de lavages des sols, les purges des chaudières,... ;
- les eaux résiduaires après épuration interne : les eaux issues des installations de traitement interne au site ou avant rejet vers le milieu récepteur ;
- les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine (ces eaux après passage en fosse septique sont mélangées aux eaux de procédé en amont de la station de prétraitement interne) ;
- les eaux de purge des circuits de refroidissement. Le refroidissement en circuit ouvert est interdit.

Article 4.3.2 – Collecte des effluents

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Article 4.3.3 – Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement, entretien

La conception et l'entretien des installations de pré-traitement des effluents aqueux avant leur orientation vers l'ouvrage collectif permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment). Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Article 4.3.4 – Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Rejets externes :

Point de rejet vers le milieu récepteur	Numérotation ou appellation du point : Rejet au Landgraben
Coordonnées Lambert 1	X=1001,504 Y=1121,167
Nature des effluents	Eaux pluviales , débordement TAR et pompe à chaleur
Exutoire du rejet	Milieu naturel via le fossé ceinturant l'usine
Traitement avant rejet	Sans
Milieu naturel récepteur	Landgraben
Conditions de raccordement	Sans

Point de rejet vers le milieu récepteur	Numérotation ou appellation du point : Rejet dirigé vers la STEP de l'Eurométropole de Strasbourg
Coordonnées Lambert 1	X=1004,638 Y=1118,244
Nature des effluents	Eaux industrielles et domestiques prétraitées
Débit spécifique rapporté à la production annuelle	23 m3/t
Débit maximal journalier (m3/j)	6400
Débit maximal horaire (m3/h)	300
Exutoire du rejet	Collecteur des eaux industrielles raccordé à la station d'épuration de l'EMS
Traitement avant rejet	Traitement physico-chimique par l'exploitant (coagulation, floculation, flottation)
Station de traitement collective	Station d'épuration de l'EMS (rejet final au Rhin)
Conditions de raccordement	Convention et arrêté d'autorisation de déversement

Rejets internes :

Point de rejet interne à l'établissement	Numérotation ou appellation du point de rejet au fossé périphérique : TAR « continu » et SP « batch »
Coordonnées Lambert	X=1002,234 Y=1120,732
Nature des effluents	Purges des tours aéroréfrigérantes « continu » et SP « batch »
Débit maximal journalier (m3/j)	720
Débit maximum horaire (m3/h)	30
Exutoire du rejet	Milieu naturel via le fossé ceinturant l'usine
Traitement avant rejet	sans
Conditions de raccordement	sans

Autres dispositions	Ces eaux doivent être contrôlées avant mélange avec d'autres effluents (AM du 13 décembre 2004)
---------------------	---

Point de rejet interne à l'établissement	Numérotation ou appellation du point de rejet au fossé périphérique : TAR « FOAM »
Coordonnées Lambert	X=1001,929 Y=1120,951
Nature des effluents	Purges des tours aéroréfrigérantes « FOAM »
Débit maximal journalier (m³/jj)	480
Débit maximum horaire(m³/h)	20
Exutoire du rejet	Milieu naturel via le fossé ceinturant l'usine
Traitement avant rejet	sans
Conditions de raccordement	sans
Autres dispositions	Ces eaux doivent être contrôlées avant mélange avec d'autres effluents (AM du 13 décembre 2004)

Point de rejet interne à l'établissement	Numérotation ou appellation du point de rejet au fossé périphérique : pompes à chaleur du bâtiment de bureaux
Coordonnées Lambert	X=1002.085 Y=1120.46
Nature des effluents	Eaux provenant des pompes à chaleur du bâtiment de bureaux
Débit maximal journalier (m³/jj)	1320
Débit maximum horaire(m³/h)	55
Exutoire du rejet	Milieu naturel via le fossé ceinturant l'usine
Traitement avant rejet	sans
Conditions de raccordement	Sans

Article 4.3.5 – Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure permettant de caractériser l'effluent avant tout mélange avec d'autres eaux. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h.

Article 4.3.6 – Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30°C,
- PH : compris entre 5,5 et 9,5.

Article 4.3.7 – Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes à l'établissement

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Un réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé et raccordé au fossé périphérique qui doit être capable de recueillir le premier flot des eaux pluviales. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié.

Article 4.3.8 – Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires

Rejets à destination de l'ouvrage d'épuration de l'Eurométropole de Strasbourg

Les eaux résiduaires prétraitées (eaux industrielles et domestiques mélangées) présentent les teneurs limites en concentration et flux définies dans le tableau ci-dessous.

Paramètre	Concentration maxi d'un échantillon représentatif sur 24h (mg/l)	Flux maxi sur 24h (kg/j)	Flux maxi annuel (kg/an)
MEST	50	295	/
DCO _{eb}	1000	5000	1 100 000
DCO dure	100 mgO ₂ /l	/	/
DBO _{5eb}	350	1500	/
Ratio DCO/DBO (eaux brutes)	4 (8 en dérogation*)		
Azote global (total calculé)	70	288	90 000
Azote kjeldhal (NTK)	70	288	90 000
Phosphore total	2	5.8	1500
Trybutylphosphate	0.0002	-	-
Composés cycliques hydroxylés et de leurs dérivés halogénés (AOX)	1	6	1500
CONFIDENTIEL	10	/	/
Chlorures	3000		
DEHP	0.015		
Cuivre et ses composés (en Cu)	0.5	3.2	/
Zinc en Zn	0.8	3.6	/
Fer et Al	5		
Nickel et composés (en Ni)	0.2	1.5	1000
Manganèse et ses composés (en Mn)	1	6.4	77
Métaux (As, Cd, CR, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn)	1	/	/
Indice phénol	0.3 pouvant aller à 10 *	2643	
Nonylphénol	Non quantifiable		
4 nonylphénol ramifiés	Non quantifiable		
Nonylphénols linéaires ou ramifiés	Non quantifiable		
Indice hydrocarbures	5	25	2600
naphtalène	0.0002		
DAPHNIE	CE>50%		
Détergents anioniques	20	100	18500
Fluor			

La température mesurée en continu en sortie de la station de prétraitement ne dépasse jamais 53°C. Elle dépasse 45°C qu'au maximum 180h/mois.

*DCO/DBO (eau brute) : la valeur journalière de référence est de 4, cependant il est admis des dérogations de dépassement à 8 sous réserve de mesure de DCO dure en dessous de 100 mgO₂/l

*Indice phénol : la valeur journalière de référence est fixée à 0.3 mg/l, cependant il est admis des dépassements ponctuels de cette valeur de référence jusqu'à 10 mg/l lors des jours de production de caoutchoucs à risque engendrant des risques de pics de rejets de phénols.

Rejets internes :

Rejet au fossé périphérique des purges des tours aéro-réfrigérantes « continu » et SP « batch »:

Paramètre	Concentration maximale
MES (mg/l)	35
pH	5.5<pH<9.5
Température (°C)	<30
AOX (mg/l)	1
Débit maximal (m³/h)	30
Débit journalier (m³/j)	720

Rejet au fossé périphérique des purges de la tour aéro-réfrigérantes FOAM :

Paramètre	Concentration maximale
MES (mg/l)	35
pH	5.5<pH<9.5
Température (°C)	<30
AOX (mg/l)	1
Débit maximal (m³/h)	20
Débit journalier (m³/j)	480

Rejet au fossé périphérique des eaux provenant des pompes à chaleur du bâtiment de bureaux :

Paramètre	Valeurs
Température hivernale (°C)	Comprise entre 5 et 12
Température estivale (°C)	Comprise entre 12 et 22

Article 4.3.9 – Valeurs limites d'émission des eaux fluviales

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Le réseau de collecte des eaux pluviales de la zone de l'entrepôt (dit magasins « Rhenus ») est équipé de dispositifs décanteurs-déshuileurs ou dispositif d'efficacité équivalente adapté à la pluviométrie permettant de respecter une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/l.

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Rejet au Landgraben depuis le fossé périphérique

Paramètre	Concentration ou valeur
COT	10 mg/l
pH	Compris entre 5,5 et 9,5

TITRE V – DÉCHETS

Chapitre 5.1 – Principes de gestion

Article 5.1.1 – Séparation des déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production. L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets dangereux et non dangereux de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques, conformément à la réglementation.

Article 5.1.2 – Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser les quantités suivantes : 800 t.

Article 5.1.3 – Quantités maximales de déchets présentes sur le site

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :

Type de déchets	Quantité de déchets ramenée à la tonne de caoutchouc produit
Déchets non dangereux	50 kg/t
Déchets dangereux	20 kg/t

La quantité maximale de déchets dangereux présents sur le site est limitée à 475 tonnes.

La quantité maximale de déchets non dangereux présents sur le site est limitée à 325 tonnes.

TITRE VI – PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

Chapitre 6.1 – Dispositions générales

Article 6.1.1 – Références réglementaires

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 6.1.2 - Véhicules

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

Article 6.1.3 – Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Chapitre 6.2 – Niveaux acoustiques

Article 6.2.1 – Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De plus, pour les installations postérieures à l'arrêté de 1997, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 60 dB(A) pour la période de jour et 55 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Chapitre 6.3 – Vibrations

Article 6.3.1 - Vibrations

Les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis sont déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE VII – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Chapitre 7.1 – Dispositif de prévention des accidents

Article 7.1.1 – Étude de dangers

L'exploitant procède au réexamen quinquennal de son étude de dangers avant le 30 septembre 2025

Il est attendu que l'exploitant réalise, un bilan global relatif à ses installations, afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'EDD et ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques.

La notice de réexamen est conforme à l'avis du 08/02/17 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers visé ci-dessus.

La notice de réexamen doit être conclusive sur les 3 points suivants :

- les mesures de maîtrise des risques (MMR) existantes (ou éventuellement les barrières de sécurité) sont suffisantes, efficaces, fiables et pérennes et il n'est pas possible d'en mettre en place de nouvelles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus ;
- les conclusions de l'étude de dangers existante ne sont pas affectées par les conclusions du point précédent, les modifications réalisées sur l'installation ou les éventuelles évolutions des connaissances concernant les substances et phénomènes dangereux ;
- le site reste compatible avec son environnement (enjeux humains existants en termes de risques collectifs) compte tenu des MMR lorsqu'elles existent et, le cas échéant, des mesures prises par les pouvoirs publics sur la base de l'étude de dangers pour réduire le risque individuel.

L'exploitant est encouragé, dans le cadre du réexamen quinquennal, à fournir des documents conçus pour permettre d'effectuer facilement l'occultation ou la disjonction des informations relevant de secrets protégés par la loi, notamment des informations sensibles vis-à-vis de la sûreté des sites.

Article 7.1.2 - Vérifications périodiques et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels et des équipements de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels et équipements sont consignées sur un registre (ou dispositif équivalent) sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Ces matériels et équipements doivent être fonctionnels à tout moment, c'est-à-dire en capacité de remplir leurs fonctions selon les caractéristiques définies dans l'étude de dangers.

Article 7.1.3 – Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Article 7.1.4 - Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

Une consigne de sécurité est spécifique à ce risque sur les installations et les travaux.

Article 7.1.5 - Séismes et autres risques naturels

Les installations présentant un danger important pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement sont protégées contre les effets sismiques conformément aux dispositions définies par l'arrêté ministériel en vigueur.

Des mesures formalisées prévoient la mise en sécurité des installations en cas d'évènement naturel susceptible d'entraîner des effets sur l'environnement (inondation, tempête, fortes chaleurs...).

Article 7.1.6 - Domaine de fonctionnement sur des procédés

L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

Article 7.1.7 - Surveillance et détection des zones pouvant être à l'origine de risques

Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

L'exploitant tient à jour la liste des détecteurs installés sur le site, notamment les détecteurs de gaz, d'incendie et de toxicité. Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7.1.8– Information préventive sur les effets domino externes

L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines informés des risques d'accident majeurs identifiés dans l'étude de dangers dès lors que les conséquences de ces accidents majeurs sont susceptibles d'affecter les dites installations. Il transmet copie de cette information au préfet et à l'inspection des installations classées. Il procède de la sorte lors de chacune des révisions de l'étude des dangers ou des mises à jours relatives à la définition des périmètres ou à la nature des risques.

Chapitre 7.2 – Moyens de lutte contre un sinistre

Article 7.2.1 – Moyens d'intervention

L'exploitant met en œuvre les moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers.

Article 7.2.2 – Gardiennage et contrôle des accès

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Il établit une consigne quant à la surveillance de son établissement. Un gardiennage est assuré en permanence.

Article 7.2.3 – Systèmes de détection

Les locaux et équipements techniques qui présentent un risque d'incendie disposent d'un dispositif de détection. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Article 7.2.4 – Moyens propres à l'exploitant

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, en état de fonctionner et compatibles avec les matières présentes sur le site, notamment :

- une réserve d'eau constituée de 6 puits incendie ainsi que d'un étang constituant une réserve d'eau inépuisable. Ces sources sont repérées et identifiées sur le site. Un plan est joint au POI ;
- le réseau incendie comporte 3 pompes diesel fournissant 600 m³/h chacune aux pressions respectives de 6, 8 et 12 bars assurant ainsi un débit de 1000 m³/h avec 2 pompes (cf 7.6.4) ;
- un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et structuré en mailles avec des moyens de sectionnement ;
- des prises d'eau munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé ;
- des réserves en émulseurs adaptés aux produits présents sur le site ;
- d'extincteurs répartis judicieusement à l'intérieur des locaux ;
- d'une réserve de sable, des absorbants et des pelles ;
- des dispositifs d'extinction fixes et mobiles (RIA, lances monitor, émulseurs...) ;
- des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne susceptible d'intervenir en cas de sinistre ;
- du matériel de détection et d'analyse des gaz et de matériel d'intervention contre le risque chimique.

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

Article 7.2.5 - Système d'alerte interne

Le système d'alerte interne et ses différents scénarii sont définis dans un dossier d'alerte et dans le plan d'opération interne.

Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte.

Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation ne dépasse cent mètres.

Un ou plusieurs moyens de communication interne (lignes téléphoniques, réseaux, ...) sont réservés exclusivement à la gestion de l'alerte.

Des appareils de détection adaptés, complétés de dispositifs, visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent, sont mis en place à proximité de l'installation classée autorisée susceptible d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement.

L'établissement est muni d'une station météorologique permettant de mesurer la vitesse et la direction du vent, ainsi que la température. Ces mesures sont reportées en salle de contrôle.

Les capteurs de mesure des données météorologiques sont secourus. Les capteurs météorologiques peuvent être communs à plusieurs installations.

Chapitre 7.3. Mesures de maîtrise des risques (MMR)

Article 7.3.1 - Liste des MMR

L'exploitant met en œuvre les MMR définies dans la dernière mise à jour de son étude de dangers.

Les mesures de maîtrise des risques (MMR) sont listées dans un document disponible en permanence, intégré dans le système de gestion de la sécurité.

Les MMR qui interviennent dans la cotation en probabilité et en gravité des phénomènes dangereux dont les effets sortent des limites du site sont clairement identifiées au sein de cette liste.

Article 7.3.2 - Conditions à satisfaire

Les mesures de maîtrise des risques :

- sont efficaces,
- ont une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser,
- sont testées périodiquement,
- sont maintenues opérationnelles,
- sont indépendantes de l'événement à maîtriser ainsi que de ses causes.

Des programmes de maintenance et de tests sont définis et les périodicités qui y figurent sont explicitées en fonction du niveau de confiance retenu (et rappelé dans ces programmes). Ces opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. Les procédures associées à ces opérations font partie intégrante du SGS de l'établissement.

Les mesures de maîtrise des risques assurent leur fonction y compris en situation dégradée, notamment en cas de perte d'alimentation électrique ou des utilités.

En particulier, la tour de lavage associée aux soupapes du bac CONFIDENTIEL est secourue électriquement.

Article 7.3.3 – Cas particulier des mesures de maîtrise des risques instrumentées (MMRi) :

Le tableau ci-dessous liste les 12 MMRi identifiées par l'exploitant et soumises à l'arrêté du 4 octobre 2010 :

Equipements	Numéro MMRi	Mesure de maîtrise des risques	Niveau de confiance
CONFIDENTIEL	MMRi1	B1 : contrôle de la pression 9418PO1 et 9418P02	1
CONFIDENTIEL	MMRi2	B3 : arrêt distribution NH3 via les vannes FMA situées sur le réseau	1
CONFIDENTIEL	MMRi3	B6 : détection feu sur sphère CONFIDENTIEL et déluge	1
CONFIDENTIEL	MMRi4	B7 contrôle pression P02	1
CONFIDENTIEL	MMRi5	B2 : sondes de niveau L02	1
CONFIDENTIEL	MMRi6	B4 contrôle pressions 6104P30 refoulement compresseur G6104	1
CONFIDENTIEL	MMRi7	B8 contrôle pression 6104P10 aspiration compresseur G6104	1
CONFIDENTIEL	MMRi8	B5 : sonde de niveau 6151L03	1
CONFIDENTIEL	MMRi9	Détection feu sur sphère CONFIDENTIEL et déluge	1
CONFIDENTIEL	MMRi10	sondes de niveau L02	1
CONFIDENTIEL	MMRi11	contrôle pression P02	1
CONFIDENTIEL	MMRi12	capteur débit haut (>30 m3/h) - capteur de pression basse (< 7 bars)	2

Pour chaque MMR / MMRI listées ci-dessus, l'exploitant rédige une fiche de synthèse comprenant notamment :

- les phénomènes dangereux à maîtriser, le type d'effets redoutés et la référence du nœud papillon de l'étude de dangers,
- le descriptif de la MMR/ MMRI,
- les éléments constitutifs de la MMR / MMRI,
- la justification des 4 critères : efficacité, testabilité, cinétique, maintenance,
- le niveau de confiance accordée à la MMR / MMRI,
- les modes dégradés équivalents en cas de dysfonctionnement de la MMR/ MMRI.

Article 7.3.4 - Modification d'une MMR

Toute modification d'une MMR fait l'objet d'une analyse de risques préalable écrite, proportionnée à la modification envisagée. Ces documents sont tracés et sont intégrés dans l'étude de dangers lors de sa révision.

Article 7.3.5 - Gestion des anomalies et défaillances des MMR

Les anomalies et les défaillances des mesures de limitation des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant.

Ces anomalies et défaillances doivent :

- être signalées et enregistrées,
- être hiérarchisées et analysées,
- donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont l'application est suivie dans la durée.
-

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées.

Article 7.3.6 - Indisponibilité d'une MMR

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité. De plus, toute intervention sur des matériels constituant tout ou partie d'une mesure dite « MMR » est suivie d'essais fonctionnels systématiques.

Chapitre 7.4 – Dispositifs de rétention et confinement des eaux polluées

Article 7.4.1 – Rétentions

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,

- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800l.

La capacité de rétention est étanche aux produits et déchets qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Les réservoirs ou récipients contenant des produits ou déchets incompatibles ou susceptibles de réagir dangereusement entre eux ne sont pas associés à une même rétention.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.

Article 7.4.2 – Confinement

Un système permet l'isolement des réseaux de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs correspondants sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Article 7.4.3 – Prévention de la dégradation des équipements

L'exploitant met en place un protocole de surveillance des surfaces imperméabilisées, des canalisations, des réseaux d'évacuation et des rétentions afin de prévenir toute dégradation susceptible d'être à l'origine d'un accident, notamment d'une pollution des sols et des eaux souterraines. Il assure la maintenance des équipements au regard des informations issues de la surveillance. Les opérations correspondantes de surveillance et de maintenance sont enregistrées.

Chapitre 7.5 – Protection des populations

Article 7.5.1. Alerte par sirène

L'exploitant met en place une ou plusieurs sirènes fixes et les équipements permettant de les déclencher. Ces sirènes sont destinées à alerter le voisinage en cas de danger, dans la zone d'application du plan particulier d'intervention.

Le déclenchement de ces sirènes est commandé depuis l'installation industrielle, par l'exploitant à partir d'un endroit bien protégé de l'établissement.

Elles sont secourues par un circuit indépendant et doivent pouvoir continuer à fonctionner même en cas de coupure de l'alimentation électrique principale. Cette garantie doit être attestée par le fournisseur et le constructeur.

En liaison avec le service de la protection civile et l'inspection des installations classées, l'exploitant procède à des essais en "vraie grandeur" en vue de tester le bon fonctionnement et la portée du réseau d'alerte.

Article 7.5.2 – Information préventive des populations pouvant être affectées par un accident majeur

En liaison avec le préfet, l'exploitant est tenu de pourvoir à l'information préventive, notamment sous forme de plaquettes d'information comportant les consignes destinées aux personnes susceptibles d'être concernées par un accident (élus, services publics, collectivités) ou aux populations avoisinantes susceptibles d'être victimes de conséquences graves en cas d'accident majeur sur les installations.

TITRE VIII – CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS

Chapitre 8.1 – Mesures de réduction des risques

Article 8.1.1 - Équipement des stockages

Les matériaux utilisés pour la conception des installations (canalisations, raccords, vannes et autres organes d'équipement) sont compatibles avec les produits manipulés et capables de résister aux pressions et températures susceptibles d'être atteintes.

Toute possibilité de débordement de réservoir en cours de remplissage doit être évitée.

Les dispositifs rejetant des gaz à l'atmosphère (purgés, événements, soupapes...) sont disposés de manière à ne pas provoquer une aggravation des risques. En particulier, des pare-flammes sont installés sur les événements des réservoirs de liquides inflammables présentant le plus de risques.

Les équipements importants pour la sécurité doivent être à sécurité positive.

Les organes d'isolement des stockages doivent pouvoir être commandés à distance et en plusieurs endroits convenablement repérés sur le site.

Article 8.1.2 - Zones de dépotage

Les camions ou les wagons admis sur les aires de dépotage font l'objet d'une procédure d'acceptation préalable incluant en particulier la compatibilité des produits approvisionnant l'usine, la vérification des équipements et des dispositifs de branchement du véhicule livreur. Il est interdit de dépoter des produits incompatibles en même temps sur la même zone de dépotage.

Les aires de dépotage sont conçues et équipées de manière à éviter le déplacement des citernes ferroviaires ou routières en cours de dépotage et à interdire le transfert de produit si le système n'est pas sécurisé.

Ces aires disposent de boutons poussoirs répartis en plusieurs points autour de la zone, reliés à une alarme et permettant l'arrêt d'urgence des installations et leur isolement.

Article 8.1.3 - Salles de commande - Protection

Les salles de commande sont aménagées pour permettre aux opérateurs de prendre en toute sécurité les mesures conservatoires nécessaires pour limiter l'ampleur d'un éventuel sinistre.

Article 8.1.4 – Zones de stationnement des wagons

La surveillance et l'entretien des stockages et des zones de stationnement des wagons (et camions citernes) sont assurés par des préposés nommément désignés. L'entretien, les opérations de réparation éventuelles à réaliser, les contrôles à effectuer, les modalités de dépotage des véhicules livreurs, la conduite à tenir en cas d'accident, sont formalisés.

Les wagons sont stationnés dans un espace clôturé. L'accès est interdit aux wagons non autorisés au transport des matières dangereuses. Une surveillance par caméra est assurée en permanence. Les zones de stockage et de stationnement des wagons citernes sont pourvues d'un réseau d'eau et de moyens en solution moussante permettant de fournir un débit d'eau conforme à la réglementation.

Article 8.1.5 - Stockage CONFIDENTIEL

Les mesures de maîtrise des risques liées à CONFIDENTIEL sont conformes à ce qu'indique d'étude de dangers.

Article 8.1.6 - Stockage de CONFIDENTIEL

Les mesures de maîtrise des risques sont conformes à ce qu'indique d'étude de dangers.

Les sphères sont implantées dans des cuvettes de rétention étanches reliées à un système déporté dont la capacité de rétention correspond à la capacité d'une sphère. Ce système est fiabilisé par une vanne automatique.

Des arrêts d'urgence permettent la fermeture des vannes, l'arrêt des pompes et le déclenchement des déluges pour les stockages et la zone de dépotage.

Une procédure écrite définissant les modalités de contrôle prévues en vue de s'assurer à la réception du CONFIDENTIEL et au moment du stockage que celui-ci est correctement stabilisé, est mise en place.

Article 8.1.7 - Wagons de CONFIDENTIEL au poste de déchargement

Les mesures de maîtrise des risques sont conformes à ce qu'indique d'étude de dangers.

Le poste de déchargement des wagons citernes contenant du CONFIDENTIEL frais comporte les équipements d'exploitation et de sécurité suivants :

- bras de déchargement avec raccord de sécurité
- soupape de sûreté au refoulement du compresseur.
-

Le nombre de wagons citernes en déchargement ne doit pas être supérieur à trois.

Le nombre de wagons citernes en attente de déchargement ne doit pas être supérieur à six.

Article 8.1.8 – Circuit CONFIDENTIEL

Les mesures de maîtrise des risques sont conformes à ce qu'indique d'étude de dangers.

Des vannes de sécurité à fonctionnement automatique sont mises en place au niveau de chaque piquage du réservoir d'CONFIDENTIEL asservis à la détection CONFIDENTIEL.

Des mesures de sécurité renforcées lors de la maintenance des équipements et notamment des mesures techniques et organisationnelles pour garantir une sécurité optimale lors de la vidange triennale du circuit d'CONFIDENTIEL.

Article 8.1.9 - Autres stockages

Article 8.1.9.1 - Stockage de dodécylmercaptan (TDM)

Ces réservoirs de TDM sont inertés à l'azote et munis d'une couronne d'arrosage. La soupape de respiration de chaque réservoir est reliée à un filtre sur charbon actif pour éviter l'émission d'odeurs

Article 8.1.9.2 - Stockage de fioul domestique

Ce stockage dispose des barrières de sécurité suivantes :

- évent
- épingle électrique de maintien hors gel du fioul,
- 2 capteurs de niveaux
- 2 sondes de température
- une injection d'eau et d'émulseur destinée à remplir le réservoir de mousse en cas de sinistre.

Article 8.1.9.3 - Stockage d'acrylate de butyle

Le stockage d'acrylate de butyle est équipé :

- de dispositifs qui stoppent la pompe de dépotage avec déclenchement d'alarmes sur le niveau haut et sur le niveau très haut,
- de 2 mesures de températures avec alarmes,
- d'un serpentín de refroidissement qui compense les montées en température du produit.

Article 8.1.10 - Dépôt de peroxydes organiques

Les installations respectent les dispositions de l'arrêté du 6 novembre 2007.

Article 8.1.11 - Stockages produits finis – bâtiments A, B, C, D, E et F

Ces stockages sont équipés d'une extinction automatique d'incendie.

L'organisation des stockages est réalisée de manière à permettre une mise en œuvre rapide des moyens de secours, en particulier des espaces et des allées entre chaque bloc de stockage sont disposés en nombre suffisant.

Article 8.1.12 - Stockage produits finis D, E et F

Article 8.1.12.1 - Comportement au feu

Ces bâtiments sont affectés exclusivement au stockage de produits finis de la famille des caoutchoucs synthétiques.

Les 3 cellules de stockage sont séparées entre elles par :

- un mur coupe-feu de degré 4 heures qui se prolonge en toiture et sur les côtés de un mètre,
- des portes coupe feu 2 heures munies de dispositifs de fermeture automatique.

La continuité coupe-feu du mur qui sépare les cellules de stockage est assurée par des dispositifs coupe-feu appropriés (clapet, conduit renforcé...).

Les bureaux et les locaux techniques (atelier de charge batteries et local sprinkler) intégrés au volume de l'entrepôt sont séparés des cellules de stockage par des murs coupe-feu 2 heures et des portes coupe feu 1 heure à fermeture automatique.

Article 8.1.12.2 - Accessibilité et évacuation

Les installations doivent être aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. Les bureaux et les locaux techniques comportent des issues donnant directement sur l'extérieur. L'accès à ces issues est balisé et toujours dégagé.

Article 8.1.12.3 - Toiture et désenfumage, extinction automatique et alarme incendie

La toiture comporte sur au moins 2 % de sa surface géométrique des dispositifs permettant en cas d'incendie, l'évacuation des fumées. Chaque dispositif est pourvu d'une ouverture automatique par fusible thermique doublée d'une ouverture manuelle rapportée au sol et au droit des portes d'évacuation. Ces commandes sont regroupées par cantons de désenfumage.

La mise en œuvre de l'extinction automatique déclenche une alarme reportée et identifiée au poste de contrôle centralisé du site.

Article 8.1.12.4 - Confinement des eaux incendie

Le sol de l'entrepôt ainsi que l'aire de chargement comportent des capacités spécifiques de rétention des eaux incendie. La capacité de ces rétentions est justifiée.

Article 8.1.13 - Secteurs de fabrication

Les quantités de produits dangereux présents dans les ateliers de fabrication sont celles strictement nécessaires à la fabrication journalière ou pour le week-end. Les produits incompatibles sont manipulés et stockés dans des lieux séparés.

Les bâtiments contenant les réacteurs de polymérisation sont protégés par un réseau d'extinction automatique.

Les réacteurs de polymérisation font l'objet de contrôles réguliers portant en particulier sur leur étanchéité et sur leur dispositif d'agitation.

Les réactions de polymérisation sont contrôlées par un système automatisé permettant en cas de dépassement des seuils de contrôle imposés : température, pression, charges... de ramener l'installation en sécurité.

Tous les gaz susceptibles d'émaner des cuves et réacteurs sont captés vers un système d'extraction et de traitement avant rejet à l'atmosphère.

Les unités présentant des risques d'explosion : séchage du caoutchouc, ateliers nitrile poudre et caoutchouc pulvérisé sont équipés des dispositifs nécessaires pour prévenir et limiter les effets d'une explosion.

Les unités de fabrication (ateliers poudres et chariots élévateurs, les magasins de stockage des produits finis et des produits chimiques) sont équipées d'un système d'arrosage automatique de type "sprinkler" entraînant dès la mise sous eau, le déclenchement de l'alarme en salle de contrôle et la sirène de l'usine.

Le sécheur de la chaîne VI est protégé par un système d'arrosage. Son déclenchement est asservi à une détection en température et le système peut être déclenché à distance.

Des groupes électrogènes de secours sont prévus pour mettre les unités en sécurité. Ces appareils font l'objet d'une maintenance appropriée. Ces dispositifs sont destinés à stopper les réactions de polymérisation en cours en cas de coupure de courant.

Un système de gestion automatisé des procédés de fabrication équipe les installations sensibles (réacteurs de polymérisation notamment).

Article 8.1.14 - Torche

Les unités de fabrication Batch et Continu possèdent en commun une torche destinée à brûler les gaz combustibles émis en cas de surpression accidentelle dans les réacteurs ou équipements des ateliers de fabrication. Cette torche est équipée d'un système d'allumage brûlant en permanence, un système de secours est prévu en cas d'arrêt de l'alimentation en gaz naturel. En cas d'extinction, une alarme est retransmise en salle de contrôle.

Si pour une raison quelconque les effluents envoyés à la torche ne brûlaient pas, les unités seraient arrêtées dans les meilleurs délais dans des conditions garantissant la sécurité du personnel et la protection de l'environnement..

La hauteur minimale de la torche est de 40 mètres.

Les volumes de gaz ainsi que leurs caractéristiques, envoyés dans cette torche sont comptabilisés sous la forme d'une estimation annuelle.

Un dispositif de sécurité est mis en place de manière à éviter un retour de flammes dans la canalisation d'arrivée des gaz combustibles.

Article 8.1.15 - Postes de charge d'accumulateurs

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2925 « accumulateurs (ateliers de charge d') » sont applicables.

Chapitre 8.2 - Prévention de la légionellose

Article 8.2.1 - Réglementation applicable

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

TITRE IX – SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

Chapitre 9.1 – Généralités

Article 9.1.1 - Définition d'un programme de surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux

obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Article 9.1.2 - Mesures comparatives et contrôles

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de prélèvement et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère concerné pour les paramètres considérés.

Les contrôles inopinés prévus ci-dessous à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

Lorsque la surveillance définie par la suite est réalisée par un organisme extérieur dans les conditions susmentionnées, les mesures comparatives ne sont pas nécessaires.

Un contrôle des émissions portant sur un nombre de paramètres plus important que celui de l'autosurveillance peut être exigé par l'inspection des installations classées à des périodicités définies par la suite.

Article 9.1.3 - Contrôles à l'initiative de l'inspection des installations classées

L'inspection des installations classées peut, à tout moment :

- réaliser ou faire réaliser par des organismes qu'elle choisit des prélèvements et analyses suivant les paramètres de son choix d'effluents liquides ou gazeux, d'eaux souterraines, de déchets ou de sol,
- réaliser ou faire réaliser des mesures de niveaux sonores ou de vibrations.

Les frais correspondants sont à la charge de l'exploitant.

Chapitre 9.2 – Autosurveillance des rejets

Article 9.2.1 - Autosurveillance des émissions atmosphériques

Article 9.2.1.1 Autosurveillance des rejets des chaudières et de la turbine

Les prélèvements et les analyses sont effectués suivant les normes en vigueur. Les fréquences et paramètres d'analyses sont définis dans les deux tableaux ci-après.

Cheminée froide (et éventuellement back up 1)

Paramètre	Fréquence
Débit	Une fois par an par un organisme extérieur
O ₂	En continu Une fois par an par un organisme extérieur
CO ₂	Une fois par an par un organisme extérieur indépendant de l'exploitant et accrédité
Poussières	Une fois par an par un organisme extérieur
SO _x en équivalent SO ₂	Une fois par an par un organisme extérieur
NO _x en équivalent NO ₂	En continu

	Une fois par an par un organisme extérieur
CO	En continu
	Une fois par an par un organisme extérieur
COVNM	Une fois par an par un organisme extérieur
HAP	Une fois par an par un organisme extérieur
CONFIDENTIEL	Une fois par an par un organisme extérieur
CONFIDENTIEL	Une fois par an par un organisme extérieur
HCl	Une fois par an par un organisme extérieur
Formaldéhyde	Une fois par an par un organisme extérieur
Cd+Hg+Pb et leurs composés	Une fois par an par un organisme extérieur
As+Se+Te et leur composés	Une fois par an par un organisme extérieur
Pb et ses composés	Une fois par an par un organisme extérieur
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn et leurs composés	Une fois par an par un organisme extérieur

Cheminée chaude (et éventuellement back up 2)

Paramètre	Fréquence
Débit	Une fois par an par un organisme extérieur
O ₂	En continu
	Une fois par an par un organisme extérieur
CO ₂	Une fois par an par un organisme extérieur
Poussières	Une fois par an par un organisme extérieur
SO _x en équivalent SO ₂	Une fois par an par un organisme extérieur
NO _x en équivalent NO ₂	En continu
	Une fois par an par un organisme extérieur
CO	En continu
	Une fois par an par un organisme extérieur
COVNM	Une fois par an par un organisme extérieur
HAP	Une fois par an par un organisme extérieur
Cd+Hg+Pb et leurs composés	Une fois par an par un organisme extérieur
As+Se+Te et leur composés	Une fois par an par un organisme extérieur
Pb et ses composés	Une fois par an par un organisme extérieur
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn et leurs composés	Une fois par an par un organisme extérieur

Pour la chaudière Cheminée froide (et éventuellement back up 1), les mesures par organisme extérieur sont effectuées lorsque du CONFIDENTIEL est utilisé comme combustible.

Le bon fonctionnement des appareils de mesure en continu est vérifié quotidiennement. Les mesures par organisme extérieur sont exploitées pour contrôler les appareils de mesure en continu.

Article 9.2.1.2 Autosurveillance des émissions de COV des installations de synthèse et de finition

La détermination des émissions de composés organiques volatils, aussi bien par voie canalisée que diffuse, s'appuie sur des bilans matières et des mesures effectuées par l'exploitant complétées par des mesures normalisées réalisées annuellement par un organisme extérieur indépendant et accrédité suivant les paramètres COVNM (en carbone total) et CONFIDENTIEL.

L'exploitant effectue 6 mesures par an et par émissaire (conduits II, IV, VI, 4). Une mesure annuelle depuis chacun de ces émissaires par un organisme extérieur indépendant et

accrédité complète cette autosurveillance, les exutoires IIC et IVC sont inclus dans cette campagne.

Article 9.2.1.3 Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

L'exploitant doit assurer une surveillance de la qualité de l'air sur les paramètres suivants :

Paramètres	Fréquence	Localisation
CONFIDENTIEL	annuelle	Autour du site et dans les villages avoisinants.
CONFIDENTIEL	annuelle	Autour du site et dans les villages avoisinants.

L'impact des rejets atmosphériques s'appuiera sur la vitesse et la direction du vent, qui sont mesurées et enregistrées en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche.

Article 9.2.2 - Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau en eaux de nappe ou de surface sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Les résultats des mesures sont enregistrés.

Article 9.2.3 - Autosurveillance des rejets dans l'eau

Rejets en sortie de l'ouvrage de prétraitement (eaux industrielles et domestiques)

L'exploitant réalise, sur des échantillons représentatifs, en sortie de sa station de prétraitement les analyses des paramètres suivants aux fréquences indiquées et suivant les normes en vigueur :

Paramètres	Code SANDRE	Fréquences
pH	1302	En continu
Volume journalier		En continu
Température	1301	En continu
débit		En continu
METOX	44	3x/an
Sulfites	1178	3x/an
AOX	1106	3x/an
MES	1306	1/jour
DBO ₅ eb	1313	1/semaine
DCOeb	1314	1/jour
DCO dure	8072	1/mois en même temps que la DBO ₅
DCOeb/DBO ₅ eb		1x/semaine
NTK	1319	1x/semaine
ammonium	1335	3x/an
chlorures	1337	1/semaine
sulfates	1338	12x/an
nitrites	1340	3x/an
Phosphore total	1350	1x/semaine
Sulfures	1355	3x/an

Paramètres	Code SANDRE	Fréquences
Aluminium total	1370	3x/an
étain	1380	3x/an
plomb	1386	3x/an
zinc	1383	3x/an
nickel	1393	3x/an
Cyanures totaux	1390	3x/an
cuivre	1392	3x/an
fer	1393	3x/an
manganèse	1394	3x/an
Microtox et sulfates	1401	12x/an
Indice phénol	1440	1/semaine
Détergents	1444	1x/semaine
éthylbenzène	1497	3x/an
Naphtalène	1517	3x/an
Azote global	1551	3x/an
Carbone organique	1325	3x/an
tributylphosphate	1847	3x/an
nonylphénols	6598	1x/mois
CONFIDENTIELlibre	2709	1x/mois
4-nonylphénol ramifiées	1958	1x/ mois
Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)	6616	3x/an
Indice hydrocarbure volatil	7006	3x/an
Indice hydrocarbure	1442	1x/jour
Somme de l'indice hydrocarbure et de l'indice hydrocarbure volatil	7009	3x/an
Fluorure anion	7073	3x/an

Les mesures sont réalisées sur des échantillons représentatifs prélevés sur 24 heures, sur des eaux non décantées.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées un bilan du fonctionnement de la station d'épuration de l'EMS et des rejets dans le Rhin.

Rejets vers le Landgraben

Le rejet vers le Landgraben depuis le fossé périphérique de l'usine fait l'objet d'un suivi en continu des paramètres COT et pH.

Les seuils d'alarme suivants sont définis à partir desquels l'écoulement des eaux vers le Landgraben est interrompu :

- COT : 10 mg/l,
- pH : hors de la plage 5,5/9,5.

Cet écoulement ne peut être rétabli qu'après détermination et traitement de la cause du déclenchement de l'alarme. Si cette cause est liée à l'usine (fuite de polluants, lessivage de matières organiques ou d'hydrocarbures, etc...), les eaux sont orientées vers le bassin de confinement où elles sont stockées dans l'attente d'un traitement dont l'exploitant justifiera du caractère adapté auprès de l'inspection.

Les déclenchements de l'alarme sont enregistrés. Les causes en sont listées.

Une fois par an, l'exploitant procède à une campagne d'analyse élargie suivant les paramètres définis au tableau ci-dessus pour la surveillance des eaux industrielles et domestiques.

Purges des circuits associés aux trois tours aéroréfrigérantes (art 16 de l'AM du 13 décembre 2004)

L'exploitant met en place un programme de surveillance, adapté aux flux rejetés, des paramètres suivants :

- débit, pH, température, MES et AOX.

Le débit pourra être estimé à partir d'un calcul prenant en compte le taux de concentration des tours aéroréfrigérantes.

La mesure s'effectue sur un prélèvement effectué avant tout mélange des eaux de purge avec d'autres eaux.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de :

- chrome hexavalent (NF T90-112),
- cyanures (ISO 6703/2),
- tributylétain,
- métaux totaux (NF T90-112).

A défaut, une mesure des concentrations de ces polluants doit être effectuée au moins tous les 3 ans par un organisme agréé par le ministre de l'environnement.

Chapitre 9.3 - Autosurveillance des milieux, eaux souterraines et sols

1.

Article 9.3.1 - Autosurveillance des eaux souterraines

Article 9.3.1.1 Autosurveillance des eaux souterraines au droit de l'usine

A – Réseau et programme de surveillance

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Désignation	N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté	Profondeur de l'ouvrage
AEI 31	02347X0031	Aval proche	Profond	5 drains foncés à moins 31,5 m
AEP 30	02347X0030	Zone des stockages	Profond	Crépiné de moins 33 à moins 40 m

PZ430	02347X04 30	Aval	Superficiel	Crépiné de moins 2 à moins 10 m
PZ140	02347X014 0	Aval proche	Superficiel	Crépiné de moins 2,3 à moins 5,3 m
Puits mainten- ance		Amont	Superficiel	Profondeur de 7 m

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux normes en vigueur de qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

L'exploitant recherche trimestriellement les paramètres suivants sur l'ensemble des puits listés au tableau précédent :

Paramètre	
Nom	Code SANDRE
pH	1302
Conductivité	1304
Chlorures	1337
Sulfates	1338
Nitrates	1340
Nitrites	1339
Ammonium	1335
Azote Kjeldahl	1319
Carbone organique total	1325
Hydrocarbures totaux	sans
BTEX	1114, 1278, 1497, 1780
Styrène	1541
Détergents anioniques	Sans
DEHP	1461
CONFIDENTIEL	Sans

B – Suivi piézométrique :

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site.

Au moins une fois par an le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé. L'exploitant commente les résultats.

Article 9.3.1.2 Autosurveillance des eaux souterraines au droit de la décharge de La Wantzenau

A – Réseau et programme de surveillance

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

N° BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)
02348X0249	Amont
02348X0250	Aval
02348X0056	Aval

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux normes en vigueur de qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

L'exploitant recherche annuellement les paramètres suivants sur le puits listé au tableau ci dessous :

N°BSS de l'ouvrage	Fréquence des analyses	Code SANDRE	Paramètre
02348X0250 02348X0056	Annuelle (avril ou mai)	1302	pH
		1798	Conductivité
		1841	Carbone organique total
		1335	Ammonium (NH4)
		1444	Agents de surface anioniques
		2962	Hydrocarbures dissous
		1114	Benzène
		1278	Toluène
		1497	Ethylbenzène
		1780	Xylène
		1541	Styrène

B – Suivi piézométrique :

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site.

Au moins une fois par an le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Article 9.3.2 Autosurveillance des niveaux sonores

Une mesure de la situation acoustique est effectuée tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence à la localisation des zones à émergence réglementée, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

Article 9.3.3 - Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du Chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins

d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

Chapitre 9.4 - Bilans périodiques

Article 9.4.1 - Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets

L'exploitant en application de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, transmet électroniquement à l'Inspection des installations classées un bilan annuel :

- des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées,
- de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.

Article 9.4.2 – Bilan quadriennal de suivi des eaux souterraines (usine et décharge)

L'exploitant adresse au préfet, tous les quatre ans, un bilan de l'auto-surveillance des eaux souterraines réalisée sur la période quadriennale écoulée, ainsi que ses propositions pour, le cas échéant, réexaminer les modalités de cette surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance.

Le bilan quadriennal comporte également la comparaison avec l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R. 512-8 II 1° du code de l'Environnement, soit reconstitué, ainsi que le positionnement de l'exploitant sur les enseignements tirés de cette comparaison.

Article 9.4.3 - Bilan annuel des résultats d'analyse de suivi de la concentration en légionelles

Les résultats des analyses de suivi de la concentration en légionelles sont adressés par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées sous forme de bilans annuels. Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur :

- les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements du seuil de 1000 unités formant colonies par litre d'eau en *Legionella specie* ;
- les actions correctives prises ou envisagées ;
- les effets mesurés des améliorations réalisées.

Le bilan de l'année N-1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 30 avril de l'année N.

Chapitre 9.5 – Transmission et commentaires

Article 9.5.1 - Transmission

Les résultats de la surveillance des rejets et des émissions sonores sont transmis à l'inspection des installations classées dès parution du rapport.

Article 9.5.2 - Commentaires

Tout résultat transmis est accompagné d'un commentaire de l'exploitant. En cas de non-respect de valeurs-limites ou de dérive d'un paramètre de surveillance des milieux :

- le fait est explicitement signalé dans le commentaire,
- la cause en est précisée et, si elle n'est pas connue, les moyens engagés pour la déterminer sont indiqués,

- les actions correctives mises en œuvre ou prévues ou les démarches engagées pour les déterminer sont exposées avec des engagements en termes de délais.

TITRE X – MODALITÉS D'EXÉCUTION

Article 10.1 – Mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 10.2 – Voies et délais de recours

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la paix - BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

- par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Article 10.3 – Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- la société ARLANXEO Emulsion Rubber France (SAS),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée à la mairie de La Wantzenau.

La préfète
Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL